

Industrie, Sciences et Technologie—Loi

gie. Je dis cela parce que ce ministère sera chargé, entre autres, de rendre le Canada économiquement fort.

Notre parti a soumis à l'étude de la Chambre beaucoup de moyens de créer un milieu économique fort au Canada. Le premier concerne les ressources humaines. Si le travailleur canadien n'est pas parmi les plus concurrentiels au monde, notre économie ne peut pas être forte.

Quels sont nos problèmes? Premièrement, au moins cinq millions de Canadiens sont analphabètes. Le gouvernement n'a prévu aucun programme pour lutter contre cette situation. Si des gens ne peuvent pas lire, comment pourront-ils apprendre un nouveau métier? Comment pourront-ils lire des manuels d'instructions pour connaître le fonctionnement de machines et d'ordinateurs? Comment peuvent-ils s'instruire dans un monde qui change constamment ses méthodes de fabrication des produits?

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que chaque année, depuis quatre ans, parmi ceux qui savent lire et écrire au Canada, le nombre d'étudiants en sciences et en génie a diminué. Nous avons peu d'ingénieurs et de scientifiques comparativement à nos principaux concurrents comme le Japon. Nous avons beaucoup plus d'avocats que d'ingénieurs et de scientifiques. Cela en dit peut-être long sur notre société.

Qu'a fait le gouvernement pour créer plus de chances pour les étudiants d'étudier les sciences et le génie?

M. Milliken: Rien.

M. Peterson: Mon collègue dit «Rien». Je ne suis pas d'accord avec lui. Le gouvernement a fait quelque chose. Il a effectivement réduit les fonds disponibles pour les bourses, les programmes et la recherche—toutes choses nécessaires pour former des étudiants très instruits qui seront essentiels pour faire en sorte que nos entreprises et nos usines puissent soutenir la concurrence.

Par exemple, pas plus tard que l'an dernier, on a observé une diminution importante du nombre des bourses accordées par le CRSNG, l'organisme de financement des études supérieures des étudiants en sciences et en génie.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons insisté sur autre chose également pour devenir compétitif et avoir des niveaux élevés de recherche et développement. Des études effectuées aux États-Unis révèlent que 70 p. 100 de la croissance de ce pays depuis la Seconde Guerre

mondiale est attribuable directement aux innovations, aux nouvelles technologies, aux découvertes que des gens ont faites et à de nouveaux produits qui ont été mis en marché pour être vendus dans le monde entier. Tout cela est le résultat d'un niveau élevé de financement de la recherche et du développement.

Que voyons-nous au Canada? Quel est le bilan du gouvernement actuel? Depuis quatre ans sous le gouvernement conservateur, le Conseil national de recherches a vu amputer son budget de 20 millions de dollars—20 millions en chiffres réels, ce qui ne tient pas compte de l'inflation. Le gouvernement a ramené de 37 à 30 p. 100 sa part des dépenses consacrées à la recherche et au développement au Canada. Il a réduit son financement de la recherche et du développement industriels à un point tel que le niveau de contribution du gouvernement des États-Unis est maintenant deux fois plus élevé que ce qu'il est ici au Canada.

Comment allons-nous être concurrentiels si nous ne disposons pas des technologies de pointe, des gens brillants sortant de nos universités, de nos écoles techniques et de nos collèges communautaires, des gens qui sont versés dans les nouvelles manières de conduire des affaires, dans les techniques de l'information, dans la robotique et dans les nouvelles sciences biologiques? Nous ne pourrions pas rivaliser. Nous dépendrons des pays étrangers qui investissent dans ces domaines. Nous allons devoir leur acheter cette technologie et ce savoir-faire si nous voulons garder des emplois ici. Nous dépendrons des étrangers pour notre croissance économique future.

Le premier ministre (M. Mulroney) a répondu quand nous avons accusé le gouvernement de ne pas donner un financement suffisant et de se désintéresser de la question. Le premier ministre et le ministre chargé de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie ont dit aux Canadiens que le gouvernement ne peut pas tout faire. Nous n'avons jamais demandé au gouvernement de tout faire. Nous avons seulement demandé qu'il fasse sa juste part pour que les Canadiens puissent être sur un pied d'égalité lorsqu'ils devront aller sur les marchés internationaux et lorsqu'il s'agira de créer des emplois au Canada pour l'avenir. A notre avis, nos jeunes ne devraient pas être handicapés parce que le gouvernement n'est pas disposé à faire autant que les autres gouvernements dans le monde en ce qui concerne la création de la base de technologie et de la recherche et développement qui est vitale pour nous.